

ENQUÊTE UN SONDAGE INÉDIT MET EN ÉVIDENCE DES DIFFÉRENCES CULTURELLES

Les Romands ont moins de scrupules à mentir que les Alémaniques

RÖSTIGRABEN Plus de 15% des Romands ne voient aucun problème à mentir lorsque c'est dans leur propre intérêt. Les Alémaniques, eux, ne sont que 9%. C'est ce que révèle une enquête menée auprès de 11 100 personnes.

Alexandre Haederli
Martin Stoll

Les Romands mentent-ils comme ils respirent? C'est ce que suggèrent des données récoltées dans le cadre du Panel suisse des ménages, auxquelles «Le Matin Dimanche» a eu accès. Pour la première fois, cette enquête financée par le Fonds national suisse de la recherche scientifique s'est penchée sur le mensonge.

«Trouvez-vous justifié de mentir pour défendre son propre intérêt?» A cette question, les personnes sondées devaient répondre sur une échelle allant de 0 à 10: 0 signifiait aucune tolérance, alors que 10 indiquait une acceptation systématique du mensonge. Avec une moyenne de 1,9, les habitants du canton de Glaris ont le plus de scrupules à mentir. A l'autre extrémité du classement, les Genevois, avec une moyenne de 3,4, s'arrangent plus volontiers avec la vérité. Suivent les Neuchâtelois, les Vaudois et les Fribourgeois, tous avec une moyenne au-dessus de 3. Le premier canton alémanique, Uri, pointe en cinquième position.

Le Röstigraben est net: de ce côté-ci de la Sarine, plus de 15% des sondés se montrent très tolérants face au mensonge (entre 6 et 10 sur l'échelle sur de 10) contre à peine 9% en Suisse alémanique.

Si tout le monde ment, pourquoi pas moi?

Comment expliquer cet écart? Fabrice Clément, professeur en sciences sociales à l'Université de Neuchâtel, a travaillé sur la question du mensonge. Il ne prétend pas détenir la vérité, mais il avance une hypothèse: les Alémaniques auraient un sens plus aigu de la collectivité. «De manière consciente ou non, chaque individu pressent que, si tout le monde ment, le système ne va plus fonctionner», explique ce spécialiste dont les travaux mêlent sciences sociales, cognitives et philosophie. «En Suisse romande, on serait davantage sur un

modèle où l'individu est mu par son propre intérêt. On se dit que tout le monde triche et qu'il faudrait être stupide pour être honnête.» En somme: rigueur morale pour les Alémaniques contre souplesse latine pour les Romands.

A moins que ces derniers ne soient simplement plus prompts à admettre leur mythomanie. «Il se peut qu'ils soient plus flexibles face à la norme du mensonge. Cela ne signifie pas qu'ils mentent davantage que les Alémaniques. Mais, lorsqu'ils sont questionnés sur ce point, ils avouent plus facilement leurs petites transgressions», avance André Petitat, professeur honoraire de sociologie à l'Université de Lausanne et auteur d'un ouvrage intitulé «Secret et formes sociales».

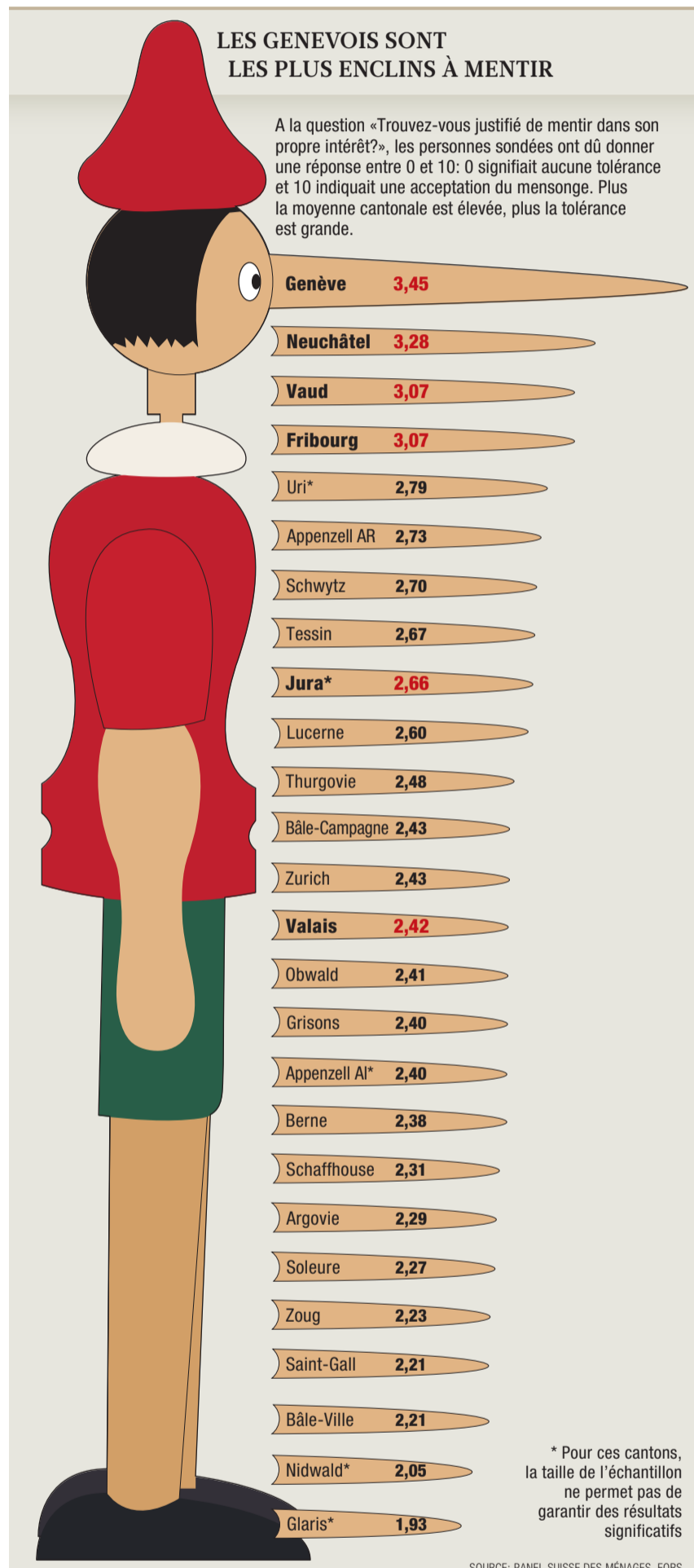
«Le mensonge requiert de l'imagination, de la mémoire et de la constance. Je n'y vois que des vertus»

MARC BONNANT
Avocat genevois

Une provocation incarnée par le ténor du barreau genevois Marc Bonnant. «Le mensonge requiert de l'imagination, de la mémoire et de la constance. Je n'y vois que des vertus», plaide-t-il, tout en affirmant, sans mentir, ne jamais conseiller le mensonge à ses clients.

En Suisse romande, le mensonge trouve aussi des défenseurs plus inattendus. L'abbé Vincent Marville recueille depuis cinq ans les confessions des Neuchâtelois, en deuxième position de notre classement. Son expérience du mensonge, acquise par procuration, le pousse, dans certains cas, à une forme de tolérance: «Contrairement au dicton, toute vérité n'est pas bonne à dire, en tout cas pas n'importe comment.» L'abbé va même plus loin: «Sous la bannière de la franchise on peut exercer de la violence, ce qui n'est pas le même projet que servir la vérité avec charité.»

Parmi les mensonges communément tolérés, ceux qui font plaisir à celui qui les entend – et indirectement à celui qui les dit. Les mensonges de courtoisie, pour rassurer un



ENQUÊTE SCIENTIFIQUE

Le Panel suisse des ménages est une enquête annuelle menée depuis 1999 auprès d'un même échantillon de la population suisse. Il est financé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Quelque 11 000 personnes répondent à plus de 400 questions sur leur mode de vie et leurs opinions. Le questionnaire est établi par des scientifiques et il a pour vocation de fournir aux chercheurs en sciences sociales des données sur l'évolution des conditions de vie des Suisses. Le Centre de compétences suisse en sciences sociales (FORS), hébergé par l'Université de Lausanne, se charge de traiter ces données, de les anonymiser puis de les mettre à disposition des scientifiques du monde entier. Les questions sur le mensonge, posées en 2012, n'avaient jusqu'ici pas été exploitées. ●

proche sur ses actions ou son apparence. «Ces mensonges généreux qui renvoient à l'autre une image heureuse de lui-même provoquent un bonheur qui me semble infiniment plus important que les libertés que l'on prend avec la vérité», estime Marc Bonnant. Ces demi-vérités servent surtout, selon les sociologues, à faciliter la vie sociale.

Des mensonges indéfendables

Une vision partagée par Markus Huppenbauer, professeur d'éthique à l'Université de Zurich. «Ces mensonges peuvent faciliter la cohabitation au quotidien», confirme-t-il. Avant d'ajouter: «Le mensonge devient problématique lorsqu'il nuit à autrui, qu'il ruine un lien de confiance ou qu'il procure des avantages indus.» Parmi ceux qui sont absolument indéfendables aux yeux du Zurichois: la tricherie sur la déclaration d'impôt. Une forme de mensonge dans son propre intérêt, mais surtout contre l'Etat et la société.

Une autre question du Panel suisse des ménages mesurait justement la propension des sondés à mentir au fisc (lire ci-dessous). Résultat? Là aussi, les Romands prennent davantage de libertés, même si les écarts entre cantons sont moins importants. Les Vaudois seraient même champions suisses de cette discipline. ●

LES SUISSSES SONT PLUS HONNÊTES QUE PRÉVU DANS LEUR DÉCLARATION D'IMPÔT

FISCALITÉ Le Panel suisse des ménages a aussi sondé les Suisses sur leur degré de moralité en matière d'impôt. Chaque personne devait indiquer sur une échelle de 0 à 10 si elle tolérerait toujours (10) ou jamais (0) le fait de tricher sur sa déclaration. Les contribuables romands se montrent moins rigoureux que leurs homologues alémaniques. Les plus tolérants sont les Vaudois, avec une moyenne de 1,67. C'est peu, mais c'est onze fois plus que les habitants du canton d'Uri, dernier du classement avec une moyenne de 0,15 seulement.

Près de 8% des Vaudois interrogés tolèrent bien voire très bien (entre 6 et 10 sur l'échelle sur de 10) l'idée de dissimuler une partie de ses revenus au fisc.

Pascal Broulis, chef des Finances vaudoises, se refuse à tout catastrophisme. «Nous faisons un travail important pour sensibiliser les citoyens aux bienfaits de l'impôt», explique le grand argentier vaudois qui a écrit en 2011 un livre à ce sujet, intitulé «L'impôt heureux». Pour les contribuables peu réceptifs à ce message, l'équipe d'inspecteurs chargés de traquer les tricheurs a été renforcée.

LE CHIFFRE

1,31

C'est, en moyenne, la maigre tolérance affichée par les Suisses en matière de triche sur la déclaration d'impôt sur une échelle allant de 0 (aucune tolérance) à 10 (grande tolérance).

Dans le canton de Vaud, comme ailleurs en Suisse, les statistiques sur les tentatives de fraudes et de sous-tractions fiscales ne sont pas disponibles. Le sondage auprès de la population est l'un des rares moyens d'évaluer le degré de moralité des

Suisses lorsqu'il s'agit de remplir leur déclaration.

Les réponses du Panel suisse des ménages indiquent qu'une grande majorité des contribuables sont honnêtes. Un résultat qui surprend les spécialistes de la question. Les Suisses ont la réputation d'avoir une morale «au-dessous de la moyenne» en matière d'impôts, comment le relevait encore en 2012 un rapport de l'Administration fédérale des contributions. «Des études internationales indiquaient que la morale des Suisses était assez basse en matière d'impôts», confirme Christoph Schaltegger, professeur d'économie poli-

tique et coauteur d'une étude de référence sur le sujet.

Jusqu'ici, les experts attribuaient le mauvais résultat suisse à l'attitude des politiciens et de l'industrie de la finance, qui, durant de longues décennies, présentaient l'évasion fiscale comme un délit mineur: si l'Etat lui-même ne prône pas franchement l'honnêteté, pourquoi le citoyen n'aurait-il pas lui aussi le droit de tricher un peu? «Peut-être les récents débats publics sur la fraude fiscale ont-ils eu une influence positive sur la mentalité des contribuables», avance Christoph Schaltegger. ●